

Communiqué de presse

Sujet: Match de qualification Suisse–Israël pour le Championnat du monde de football, 14 octobre 2009
Contact: Aylin 079 446 54 35

«Lors de mon voyage en terre sainte, j'ai vu des choses qui m'ont profondément ébranlé – parce qu'elles me rappellent exactement ce que l'on nous a fait subir, à nous les noirs, en Afrique du Sud» (Archevêque Desmond Tutu, » The Guardian« 29.4.2002)

Carton rouge contre Israël!

*Israël enfreint l'article de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA)
interdisant la discrimination!*

Berne, Bâle, 7 octobre 2009 – La mission que la FIFA s'est donnée, «utiliser le football pour apporter l'espoir d'un monde plus juste» exige que de clairs signaux soient envoyés à l'adresse d'Israël, état pratiquant l'Apartheid. Les organisations signataires demandent à la FIFA de siffler un hors-jeu contre Israël et de lui montrer le carton rouge lors des championnats du monde.

Lors des opérations militaires à Gaza au début de l'année, trois joueurs de l'équipe nationale palestinienne ont perdu la vie. A cause du blocus des territoires et des restrictions qu'Israël impose aux Palestiniens, les empêchant de se rendre d'un territoire à un autre ainsi que de voyager à l'étranger, l'équipe nationale ne peut pas s'entraîner sur son sol et ne peut en général pas participer aux tournois internationaux.

De manière répétée, les sportifs et sportives palestiniennes sont victimes de la discrimination et des violences israéliennes. Ces agissements font partie du refus israélien constant de garantir aux Palestiniens et Palestiniennes leurs droits, leur liberté, leur honneur et leur intégrité physique et psychique. Cette politique doit être qualifiée de politique d'apartheid et n'enfreint pas seulement le droit international, mais aussi l'interdiction de discrimination contenue dans la charte de la FIFA¹ et dans la charte olympique.

L'exclusion de l'Afrique du Sud de la communauté sportive internationale jusqu'en 1991 a contribué à la fin du régime d'Apartheid, ce qui a créé les conditions pour que les championnats du monde puissent avoir lieu l'année prochaine en Afrique du sud. Par honnêteté et pour démontrer dignité et fair play vis-à-vis des organisateurs et des équipes participantes, il est impératif de soumettre Israël aux mêmes sanctions. De nombreuses organisations et personnalités en Israël et dans le monde entier² espèrent avec nous que la pression renforcée sur Israël pourra faire enfin respecter les droits de la population palestinienne. Ceci est une condition pour la paix.

Nous demandons à la FIFA de se conformer à ce qu'elle a écrit dans ses statuts et de saisir l'occasion pour prouver qu'elle remplit un rôle d'avant-garde dans la lutte pour un monde plus juste en prononçant la menace d'exclure Israël. Une telle déclaration serait une victoire d'étape importante pour les Droits de l'Homme – tant pour le peuple palestinien que pour la communauté internationale du football.

Non à l'Apartheid !

Organisations signataires : *Aide Sanitaire Suisse aux Palestiniens, Amis de Gaza, Association de la Communauté Palestinienne en Suisse, Association Suisse-Palestine (GSP/ASP), Basler Frauenvereinigung für Frieden und Fortschritt (BFFF), Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Paix de Strasbourg, Collectif Urgence Palestine Vaud, Collectif Urgence Palestine Neuchâtel, Collectif Urgence Palestine Genève, Droits pour Tous/Rights for all, Femmes pour la Paix Région Bâle, Femmes pour la Paix Région Bienne, Gerechtigkeit und Frieden in Palästina (GFP) Berne, International Jewish Anti-zionist Network (IJAN) France, Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost (EJJP Allemagne), Jüdisch-Palästinensische Dialoggruppe München, Kampagne Olivenöl, Neue PdA Bâle, Mahnwache Berne, Mouvement pour le Socialisme (BFS/MPS), Palästina/Nahost-Initiative Heidelberg, Palästina-Solidarität Bâle, Palästina-Solidarität Zurich, Sozialistische Alternative (SoAL) Bâle, Union Juive Française pour la Paix (UJFP)*

¹ « Toute discrimination d'un pays (...) ou d'un groupe de personnes pour des raisons d'ethnie, de sexe, de langue, de religion (...) est expressément interdite, sous peine de suspension ou d'exclusion. » (Edition d'août 2009)

² Voir les informations sur la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) sous www.bds-info.ch et www.bdsmovement.net